

le croire, des réductions de la taxe sur les excédents de bénéfices, de l'impôt sur le revenu des corporations ou des impôts sur le revenu des particuliers aux paliers de revenus supérieurs, nous nous opposerons vigoureusement dans ce cas à de tels changements. Si, au contraire, on entend le déclenchement du pouvoir d'achat grâce à la diminution des impôts des contribuables les moins rémunérés, nous sommes disposés à appuyer ces modifications.

La C.C.F. prétend que la finance a réalisé des bénéfices trop importants du fait de la guerre et non pas des bénéfices insuffisants. Les capitalistes pourront en retirer de plus considérables encore des initiatives de la Corporation des biens de guerre Limitée. Ce nouvel organisme vendra pour des millions de dollars d'usines et de machines, d'outillage, d'approvisionnements, de fournitures et de matériel qui sont la propriété de l'Etat, et tout cela à des prix de récupération. On entend dire que les usines d'Etat seront sans grande valeur à la fin des hostilités. Les entreprises privées réclament la vente de ces usines afin que leurs capitaux ne soient pas en danger. A mon sens, on ne devrait rien négliger pour que ces usines puissent servir à procurer plus d'emplois, plus de denrées et plus de services à la population canadienne. La politique du Gouvernement à cet égard va directement à l'encontre d'une économie dirigée intelligente, comme elle va à l'encontre des besoins et, je crois, de la volonté de la population.

L'imprévoyance d'une telle politique est démontrée dans la déclaration que le ministre des Munitions et approvisionnements (M. Howe) faisait en Chambre vendredi dernier. Pour des raisons qu'il n'a pas dévoilées, le Gouvernement a exproprié la société minière Eldorado au prix de \$1.35 par action, prix qui, soit dit en passant, est supérieur au cours du marché à Toronto, vendredi dernier. Pour rendre justice à l'esprit clairvoyant de feu notre chef, M. J. S. Woodsworth, il convient de rappeler qu'il préconisait en mai 1932 l'étatisation des précieux gisements de radium que l'on trouve au grand lac des Ours pour les faire servir au bien-être humain. Il déclarait que nous aurions à verser un fort montant aux lanceurs d'affaires si nous remettons cet achat à plus tard, mais que le prospecteur était alors le seul à avoir un juste titre à la propriété en cause. On n'a pas su l'écouter, et, aujourd'hui, l'expropriation coûtera à la population canadienne quelques millions de dollars. Comme je le disais tantôt, le prix versé par le Gouvernement est supérieur à la valeur marchande qu'avaient les actions en cause le jour où l'affaire a été annoncée à la Chambre.

[M. Coldwell.]

Si, dans l'étude du discours du trône, l'on tient compte des antécédents du gouvernement il y a peu d'espoir que des mesures efficaces soient prises pour parer aux formidables problèmes de l'avenir. Le pays a besoin d'un programme clair et précis, et non des vagues promesses qui remplissent presque tout le discours du trône. La C.C.F. s'est consacrée à un programme complet de sécurité sociale. Nous avons aussi, à l'exclusion des autres partis, assuré la base économique qui en permettra la réalisation. Que doit comporter ce programme? D'abord, le Parlement devrait déterminer la somme que le pays est prêt à dépenser pendant la période qui suivra immédiatement la guerre. L'an dernier, j'ai demandé, et je reviens à la charge, que l'on fixe à 5 milliards de dollars le montant des dépenses à effectuer au cours des deux premières années qui suivront la victoire.

Il faut d'abord élaborer un bon programme concret et complet du logement pour l'après-guerre au lieu des faibles tentatives de solution que l'on note dans le discours du trône au sujet de ce problème. Nous devrions établir dès maintenant que nous affecterons 500 millions par année à la construction de maisons convenables pour la population canadienne dans les villes et les campagnes. Seule une politique très énergique nous permettra de mettre à profit ce grand moyen d'assurer un minimum de confort à tous les Canadiens et de faire disparaître l'encombrement et la malpropreté. C'est là évidemment un autre moyen de fournir du travail utile à des milliers de personnes dans plusieurs divisions de l'industrie.

Il importe ensuite d'adopter un plan d'électrification des campagnes, afin que l'on puisse jouir de commodités modernes dans tous les foyers du pays. Un tel programme allégerait le fardeau de la vie rurale, relèverait le niveau de vie et, en outre, fournirait du travail. Il y a ensuite la tâche essentielle du rétablissement dans la vie civile des membres de nos forces armées. Le passage dans le discours du trône où il en est question n'est pas du tout rassurant. Il semblerait que le Gouvernement envisage avec satisfaction et complaisance les mesures bien insuffisantes qu'il a adoptées jusqu'ici. Je cite les paroles du discours du trône :

Un vaste programme a déjà été arrêté pour assurer le rétablissement des combattants de la guerre actuelle ainsi que le soin des anciens combattants invalides et des personnes à la charge de nos combattants et des marins de la marine marchande.

Au cours de la période de démobilisation, les membres des forces armées devraient recevoir le montant intégral de leur solde et de leurs allocations jusqu'à ce qu'on leur ait trouvé un